

ARRÊTÉ MUNICIPAL

PORTANT SUR LE STATIONNEMENT ET LA CIRCULATION

DG/FNV 2024.T140

Le Maire de la Commune de TROUVILLE sur MER,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2213-1 et suivants,
Vu les articles du Code de la Route,
Considérant la demande de l'**Entreprise BOUYGUES E&S Basse-Normandie** en date du 08 Mars 2024 chargée de la maintenance des installations de vidéo protection sur l'ensemble du territoire communal à Trouville-sur-Mer.
Considérant qu'il convient, pour des raisons de sécurité, de réglementer le stationnement et la circulation **sur l'ensemble du territoire communal**.

ARRÊTE

Article 1 : L'entreprise **BOUYGUES E&S Basse-Normandie** est autorisée à intervenir pour la maintenance des installations de vidéo protection sur l'ensemble du territoire communal.

Article 2 : Le stationnement pourra être interdit et réservé à l'entreprise **BOUYGUES E&S Basse-Normandie** pendant leurs différentes interventions sur sites.

Article 3 : Des panneaux d'information seront mis en place pour préciser les jours et heures d'intervention de l'entreprise **BOUYGUES E&S Basse-Normandie**.

Article 4 : La circulation pourra être perturbée à l'avancée du chantier.

Article 5 : Les dispositions ci-dessus énoncées sont applicables du **Lundi 18 Mars 2024 au Mardi 18 Mars 2025**.

Article 6 : La signalisation réglementaire sera conforme aux prescriptions de l'instruction ministérielle sur la signalisation temporaire ; **elle sera mise en place et entretenue par l'entreprise chargée d'exécuter les travaux**.

Article 7 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur ; tout stationnement gênant pourra faire l'objet d'un enlèvement et d'une mise en fourrière.

Article 8 : Madame le Maire, Monsieur le Commissaire de Police, Chef de la Circonscription de Sécurité Publique de Trouville/Deauville, Monsieur le Chef de la Police Municipale et les agents assermentés de la ville, seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'application du présent arrêté.



Fait à Trouville sur Mer, Le 11 Mars 2024
Pour le Maire par délégation
Le Conseiller Municipal
Délégué à la Sécurité

Stéphane SABATHIER

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame le Maire de Trouville-sur-Mer dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Caen, par courrier ou via l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de la notification/publication du présent acte ou à compter du rejet explicite ou implicite du recours administratif préalablement déposé.